

[Text]

The answer is that over three years it is \$3.5 million. The Government of China would like to have a second stage. I have said to them that I think there should be less impact on our office, because it is quite disruptive. That is a big program. Over three years, I think 34 people have visited China out of my office. They are usually the audit people. It takes them out of their regular duties. It is disruptive when you lose somebody for six weeks, and I am asking China to build on what they have now and do more for themselves.

I think they have proposed a second stage, which would be probably for another three years. The details are not yet known, but I know that CIDA, External Affairs, and one of my own officers, Yvan Gaudette, will be involved in negotiations for a second stage.

Mr. McKenzie: How many other countries pick up the cost of assisting with audit training?

• 1035

Mr. Dye: We did a project in co-operation with our European colleague for which everybody picked up his own bills. I guess it was all the people in the OECD. This is where Canada was, I think, showing leadership in computer auditing.

The meeting was held in Copenhagen. Members of every member of OECD were there except Germany or France, which did not have any computer experts to send. Everybody was there, and we all paid our own bills on that one. That would be maybe a \$100,000 conference. The cost to Canada would have been \$3,000 or \$4,000 to send our people there. I think we had three.

Mr. McKenzie: I think we should be—

The Chairman: Allow me a supplementary for a second. Mr. Dye, you show a figure here on page 25 of \$350,000 of services and service fees that were credited to the Consolidated Revenue Fund. Does that represent the total cost recovery for all the international work, or are there other recoveries somewhere else?

Mr. Dye: No. There is \$3.5 million recovered somewhere else, but the \$350,000 that you mentioned represents the recovery for the International Civil Aviation Organization, ICAO, which is an audit of my office for a UN agency, the North Atlantic Fisheries Organization and some other minor ones.

Those are recoveries of fees, but we also recover expenses. Those were actually billings by my office to third-party entities external to Canada. We recover several million a year, certainly a million and change for China, and there has to be money for St. Lucia, for example. We helped them establish their—

[Translation]

La réponse est 3,5 millions de dollars sur trois ans. Le gouvernement de la Chine aimerait avoir un deuxième volet. J'ai répondu qu'il devrait y avoir moins d'incidences sur notre bureau, car cela dérange beaucoup. C'est un gros programme. Sur trois ans, je pense que 34 représentants de mon bureau ont visité la Chine. Il s'agit habituellement des vérificateurs. Cela les oblige à renoncer à leurs fonctions habituelles. Quand on perd quelqu'un pour six semaines, cela dérange, et j'ai demandé à la Chine de bâtir sur l'acquis et de se tirer davantage d'affaire toute seule.

Sauf erreur, elle a proposé un second volet, qui durerait probablement encore trois ans. Les détails ne sont pas encore connus, mais je sais que l'ACDI, les Affaires extérieures, et l'un de mes agents, Yvan Gaudette, participeront aux négociations en vue d'un second volet.

M. McKenzie: Combien d'autres pays assument les frais de l'aide pour la formation des vérificateurs?

M. Dye: Nous avons fait un projet en collaboration avec notre collègue européen, et chacun a payé sa part des frais. Je pense que c'était tous les membres de l'OCDE. C'est là que le Canada, je pense, a fait preuve de leadership en vérification informatique.

La réunion a eu lieu à Copenhague. Tous les membres de l'OCDE y étaient représentés, sauf l'Allemagne et la France, qui n'avaient pas de spécialistes de l'informatique à y déléguer. Tout le monde y était, et nous avons tous réglé nous-mêmes nos frais. La conférence a pu coûter, peut-être, 100,000\$. Le Canada a dû déboursier 3,000\$ ou 4,000\$ pour y envoyer nos délégués. Je pense que nous en avions trois.

M. McKenzie: Nous devrions. . .

La présidente: Permettez-moi une question supplémentaire d'un instant. Monsieur Dye, vous indiquez ici, à la page 25, un chiffre de 350,000\$ pour des services et des honoraires de services qui ont été crédités au Trésor. Cela représente-t-il le recouvrement total du coût de tout le travail international, ou y a-t-il d'autres recouvrements ailleurs?

M. Dye: Non. Il y a 3.5 millions de dollars qui ont été recouverts ailleurs, alors que les 350,000\$ que vous mentionnez représentent le recouvrement pour l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'OACI, où mon bureau fait la vérification d'un organisme de l'ONU, l'Organisation des pêcheries de l'Atlantique Nord et d'autres petits organismes.

Il s'agit de recouvrements d'honoraires, mais nous recouvrons aussi nos frais. Ce sont en réalité des sommes que mon bureau a facturées à des tiers à l'extérieur du Canada. Nous recouvrons plusieurs millions de dollars par an; certainement, en tout cas, un million et des poussières pour la Chine, et il doit y avoir de l'argent pour Sainte-Lucie, par exemple. Nous l'avons aidée à établir son. . .